

Véronique Riotton - Députée de Haute-Savoie

Lettre d'informations - Juillet 2021



Chères concitoyennes, chers concitoyens,

Lorsque vous m'avez élue pour vous représenter à l'Assemblée Nationale, j'étais issue de la société civile et totalement néophyte en politique, forte de mes convictions et de mon enthousiasme. Quatre ans plus tard, j'ai toujours le feu sacré pour ce qui fait société. A l'époque, j'avais déjà pour envie de réconcilier les citoyens avec l'action publique. Si nous nous référons aux résultats des dernières élections départementales et régionales, en première lecture, nous ne pouvons que désespérer de l'évolution de notre société...

Et pourtant, je continue d'être optimiste et je crois toujours que la démocratie est le meilleur système de gouvernance pour la France ; je fais confiance à notre organisation institutionnelle et à notre processus électif, notamment lorsque nous serons appelés aux urnes pour élire notre future cheffe ou chef d'état, et nos députés. Fortes de leur enjeu, ces élections généreront de vrais débats passionnés pour définir notre société de demain. Si les Français ont un véritable attachement au choix de leur président, de leurs parlementaires et de leur maire, il est certes plus difficile de se projeter sur nos élus aux élections européennes, départementales et régionales.

Et pourtant, les citoyens qui vivent dans de jeunes démocraties ont compris la valeur et l'importance de leur suffrage. Un bulletin de vote n'est pas un bulletin de sondage, c'est un document qui a force de loi. Je n'ai pas connu de conflit international, mais je fais partie d'une génération éduquée par des gens qui ont connu les privations générées par la guerre, et pas uniquement de liberté !

.../...

Je sais donc sur quels fondements et quelles valeurs sont élaborées nos institutions, que certains voudraient détruire en essayant de nous diviser.

L'actuelle constitution française a été élaborée sous la gouvernance du Général de Gaulle et l'on peut aisément imaginer qu'elle n'est plus totalement adaptée à notre époque. Mais elle pose les règles qui régissent notre démocratie et elle est particulièrement bien conçue, assurant une stabilité à notre pays. Sans en dévoyer l'esprit, la moderniser conduira probablement au retour de nos concitoyens vers les bureaux de votes.

Pour autant, en tant que représentante du peuple, je veux comprendre les causes de la désaffection d'une partie d'entre nous pour ce qui fait société. En attendant une possible évolution constitutionnelle, et désireuse d'œuvrer toujours mieux dans ma mission de députée, je reste à votre écoute et vous invite à nous rencontrer, notamment lors de mes permanences délocalisées dans vos mairies.

Je vais, dans cette dernière année de mandature, continuer de m'investir totalement dans l'action que vous m'avez confiée, avec passion et détermination.

Véronique Riotton



Moments Forts

Cérémonies de commémoration



Monument aux Combattants d'Anancy le 8 mai.



Plateau des Glières avec les jeunes du collège de Groisy pour l'anniversaire de l'Appel du Général de Gaulle le 18 juin.

Premier avion électrique sur notre territoire

Basée sur le site de l'aéroport Anancy Haute-Savoie Mont-Blanc, la société Avialpes a investi dans le premier avion électrique du bassin annécien. Mon rôle a été de mettre en lien les porteurs de projet avec le ministère des transports et la Fédération Française aéronautique qui veulent prendre leur part dans l'essor de l'aviation électrique. Pour que, d'un prototype, nous passions à un modèle démocratisé, il faudra poursuivre les recherches, pour rendre les vols moins coûteux et renforcer la durée d'autonomie des batteries.

Le volet aéronautique/automobile du



plan de relance a clairement identifié le besoin de flécher des fonds sur la filière de l'aviation électrique. Il faut maintenant créer des Appels à Projets Spécifiques pour soutenir les initiatives dans ce secteur.

DLake

Dans le cadre de l'examen de la proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique, j'ai voulu comprendre au mieux les enjeux des acteurs du numérique. Pour cela je suis allée à la rencontre des

entreprises du secteur de notre département. D-Lake est l'une d'elles et cela a été l'occasion de visiter leur Edge Data Center, un data center de petite taille permettant, grâce à sa proximité avec les usagers, un accès plus efficace aux données numériques. .../...

La consommation énergétique des centres de données est un des défis que pose la transition numérique, c'est donc tout naturellement que la proposition de loi a créé des outils permettant de limiter cette consommation.



Plan montagne

Le Premier ministre annonce le 27 mai un Plan d'investissement massif pour la Montagne : 650 millions € pour financer des projets porteurs pour la transition écologique, le soutien et la diversification de l'économie touristique et un vaste programme de rénovation immobilière qui touchera les refuges, le tourisme social et classique.

En Haute-Savoie, nous sommes particu-



lièrement mobilisés auprès de nos stations de ski et de la filière Outdoor Sport Valley à Annecy Le Vieux pour soutenir l'industrie du sport.

Réouverture des salles de sport

À l'occasion de la réouverture des salles de sport, mon collègue François Cormier Bouligeon, député du Cher, a organisé une très belle session sport avec des députés sportifs, pour promouvoir la pratique sportive.



En séance publique

J'interpelle régulièrement le Gouvernement pour défendre mes amendements ou ceux de mes collègues, et faire avancer les sujets qui me sont chers.



- En Circonscription -

L'entreprise VULLI et les enjeux de l'économie circulaire



A l'occasion des 60 ans de la girafe Sophie, emblématique jouet de caoutchouc naturel, pour le tout-petit, né et fabriqué à Rumilly, je suis allée à la rencontre du directeur Sébastien Rossi et de ses équipes.

A l'instar de ce qui existe concernant les emballages avec les éco-organismes, nous posons des jalons forts pour le bien de la planète et nous poussons les fabricants de jouet, dans le cadre d'une nouvelle filière Responsabilité Elargie du Producteur (REP) à prendre en considération dès la conception du produit tout son cycle de vie :

- Prise en charge et valorisation des déchets issus de la production
- Suppression du suremballage et notamment du plastique
- Information du consommateur

- Réemploi et recyclage des jouets lorsqu'ils arrivent en fin de vie.

Après avoir été rapporteure de la loi Anti-Gaspillage pour une Economie Circulaire (AGEC) qui portait cette évolution, j'ai à cœur d'être aux côtés de Vulli et sa girafe Sophie pour les aider à relever le défi !

[#Sophielagirafe](#)



CCFU : une ComCom qui évolue

La Communauté de Communes Fier et Usses vient d'inaugurer son nouveau siège, destiné à rassembler l'ensemble de ses services. Le «Bâtiment Basse Consommation» est à l'image de cette com-com, innovant et soucieux de l'environnement, avec l'appui local du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et 'Environnement (CAUE). Après la visite de ces locaux à la fois fonctionnels et agréables, Henri Carelli, Président de la CCFU et sa Directrice Anne-Lise Baillard, m'ont présenté le 4 juin dernier les projets structurants du territoire, notamment la construction d'une déchèterie intercommunale dont la vocation sera d'intégrer la recyclerie Art'Recyclerie. Mon intérêt pour la mise en œuvre sur le terrain de la loi AGECE, est forcément



mis en éveil par ce projet qui répond totalement à l'esprit de la loi : favoriser au maximum le réemploi et le recyclage. La CCFU ambitionne également des actions majeures, pour ce mandat, en matière de sécurité (regroupement des centres de secours) et sur le plan social (bilan social lancé et agrandissement des crèches).

- Dans l'hémicycle -

Proposition de Loi sur le Foncier agricole

Début mai, nous avons examiné un texte de loi important pour nos agriculteurs et pour lutter contre la perte des terres agricoles en France. La France perd des agriculteurs et des espaces agricoles chaque année et cette proposition de loi vise à enrayer le phénomène.

Portée par mon collègue Jean-Bernard Sempastous, cette proposition de loi lutte contre ce processus en améliorant les outils de contrôle administratifs et la transparence des manœuvres de concentration des terres agricoles. Ce sujet touche à notre souveraineté alimentaire, à la préservation de notre patrimoine agricole, et

la protection de notre foncier. C'est un sujet également vital pour la Haute-Savoie, qui souffre de la perte de terres agricoles, c'est notamment grâce au travail de fond très en amont du texte de loi de Christian Convers, agriculteur, membre du conseil d'administration de la SAFER Haute-Savoie et administrateur de la Coordination rurale des Savoie, que j'ai pu porter plusieurs mesures pour créer de nouveaux outils et préserver la raison agricole de ces terres : je continuerai à porter ce sujet lors du prochain budget 2022.

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique

Dans le prolongement des débats autour du numérique lors de l'examen de la loi climat et résilience, l'Assemblée Nationale a examiné une proposition de loi venue du Sénat sur le thème de l'empreinte environnementale du numérique. Comme nous l'ont prouvé les périodes de confinement, il s'agit d'un enjeu majeur de notre futur. Il est urgent de pouvoir quantifier le coût écologique de nos usages numériques pour apporter des solutions efficaces afin de le réduire.

C'est exactement ce que propose cette loi en objectivant le sujet et en sensibilisant les usagers sur l'impact écologique de leurs pratiques numériques.

Pour autant, la seule sensibilisation ne saurait suffire. L'essentiel de la pollution numérique est dû à la fabrication des terminaux (smartphones, tablettes, objets connectés...) ; il est donc impératif de mettre en œuvre des dispositifs à même

de limiter leur renouvellement. Ainsi, le texte de loi renforce l'interdiction d'obsolescence programmée pour allonger la durée de vie des appareils.

Dans la même logique, je me suis battue avec force pour que tout soit mis en œuvre pour favoriser la filière du reconditionnement et du réemploi afin de donner une deuxième vie à nos équipements numériques. Sur ce sujet, je suis fière d'avoir fait partie du groupe de parlementaires ayant obtenu, après de rudes négociations, l'exclusion du secteur de l'Economie Sociale et Solidaire du champ d'application de la redevance Rémunération pour Copie Privée afin d'assurer à tous les Français un accès à ces biens de première nécessité au prix le plus bas possible.

Gage de sa qualité et de son ambition, cette proposition de loi transpartisane a recueilli l'unanimité des votes à l'Assemblée Nationale.

Proposition de Loi Pompiers

Parmi les textes qui ont été débattus, une proposition de loi extrêmement importante a été votée à l'initiative de notre majorité ; la proposition de loi Pompiers permet de moderniser nos services de secours d'urgence et de valoriser l'engagement et le dévouement des pompiers. A l'initiative de mon collègue Fabien Matras, Député du Var, elle a permis une reconnaissance accrue du parcours des pompiers et acteurs de la protection civile. Par ailleurs, pour renforcer le modèle de sécurité civile, cette proposition de loi contient également plusieurs dispositions articulant mieux les acteurs entre eux, pour un meilleur service orienté en priorité sur l'intérêt de la victime. Il s'agissait donc d'ajouter les secours et soins d'urgence parmi les missions des services d'incendie et de secours, d'introduire une définition de la carence ambulancière et surtout l'expérimentation d'un numéro



unique pour les appels d'urgence.

Sur ce sujet, j'ai pu compter sur la contribution de Franck Hamoneau, Président de l'Union Départementale des Sapeurs-Pompiers, et Thierry Roupioz, médecin urgentiste responsable du centre 15. Nous avons en effet en Haute-Savoie une plateforme unique de secours mise en place grâce à l'excellent travail du SDIS et du SMUR, expérimentant une avancée majeure en termes de mutualisation des objectifs, des moyens et des personnels.

Election et participation à l'UIP

En mai 2021, j'ai eu l'honneur d'être élue au Bureau des Femmes de l'UIP, qui est l'Organisation mondiale réunissant les parlements de tous les pays du monde.

Cette élection récompense mon assiduité à l'UIP et représente une reconnaissance de mon travail, de ma connaissance des acteurs institutionnels et de leurs travaux en faveur de l'égalité Femmes-Hommes.

Par cet engagement à l'UIP, je souhaite montrer aux autres pays que la France avance sur ces sujets, notamment depuis 2017 avec un très grand nombre de mesures en faveur de l'émancipation des femmes et contre les violences du quotidien, mais aussi une parité parfaite au Gouvernement et dans les investitures aux élections législatives. L'Assemblée Nationale, grâce à la Délégation aux Droits des Femmes, peut également se

saisir de textes qui touchent à ces sujets pour formuler des recommandations et conseiller la majorité et le Gouvernement sur les mesures à prendre pour protéger au mieux les femmes.

L'UIP est justement à la pointe de ces combats pour protéger les plus vulnérables sur tous les sujets, où que ce soit : elle le montre par sa participation au Forum Génération Égalité, qui s'est déroulé cette année à Paris du 30 juin au 2 juillet et qui promet d'être l'équivalent de la COP21 pour l'égalité Femmes-Hommes et la lutte contre les violences faites aux femmes. Au travers de cette conférence, la France montre qu'elle est à la pointe sur ces sujets et qu'elle veut entraîner tous les autres pays dans son sillage pour des améliorations pérennes et significatives.

Merci pour votre attention

facebook

twitter

30, route des Creusettes - 74330 Poisy

04 50 24 88 19

riotton.fr

veronique.riotton@assemblee-nationale.fr